



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Capitalisme-et-tiers-mondisme>

Capitalisme et tiers-mondisme

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1990 - N° 889 - mai 1990 -

Date de mise en ligne : lundi 23 mars 2009

Date de parution : mai 1990

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

[../IMG/889_experts.jpg]

Dans ce régime économique ubuesque :

- Les travailleurs sont condamnés à maudire les suppressions d'emplois, même celles qui correspondent à une diminution de la peine pour une production égale ou supérieure.

- Les retraités sont menacés à terme d'une réduction de leur pouvoir d'achat sous le prétexte que le nombre des actifs est en baisse. Alfred Sauvy et Michel Rocard essaient de nous faire croire que les produits seront moins abondants ; comme si ils étaient encore créés en proportion du nombre de producteurs ! - Les femmes sont amenées à triompher depuis que beaucoup d'entre elles réussissent à se faire exploiter par un homme qu'elles ne connaissent pas : leur patron au lieu d'un homme qu'elles connaissent et avec lequel elles peuvent avoir quelques intérêts en commun : leur mari ou leur compagnon.

- Les citoyens sont conduits à penser comme les mercantiles que les importations sont une perte pour leur pays alors que c'est un enrichissement et réciproquement pour les exportations.

L'offre de réparations sous forme de fournitures matérielles faite par les Allemands après la guerre de 1914-1918 a été repoussée avec horreur par les Alliés qui avaient bien compris qu'elle était de nature à relancer rapidement l'économie ex-ennemie au détriment de la leur.

Suite à la seconde guerre mondiale, le plan Marshall a été autant et même plus bénéfique aux agriculteurs et aux industriels des Etats-Unis qu'à ceux de l'Europe.

Le système financier occulte complétement la réalité utilitaire de l'économie. Il en est de même pour la situation dans le tiers-monde à laquelle nous allons consacrer cette chronique.

Le dilemme

Bien entendu la dette des PVD qui s'est établie maintenant aux environs de 1300 milliards de dollars pèse lourdement sur la situation économique-politique de ces pays. Nous avons suivi ce drame dont les plus déshérités n'ont pas fini de subir les conséquences. Susan George dans son excellent livre "Jusqu'au cou" (1) explique très bien le mécanisme infernal dans lequel les protagonistes sont engagés. Car si les banquiers prêteurs n'ont en tête que les moyens de récupérer d'abord leurs intérêts et ensuite leur capital, afin de pouvoir lancer de nouveaux prêts encore plus commodeurs, il n'en est pas de même de certains grands agriculteurs américains pour qui certaines productions alimentaires du tiers-monde sont des concurrentes sur leur propre marché : c'est le cas par exemple du soja du Brésil ou du blé argentin. D'autre part, les pays endettés n'ont plus les moyens d'acheter les fabrications du Nord et leur clientèle fait défaut aux industriels de l'OCDE, mais ceux-ci font pression pour que de nouvelles avances leur permettent d'acheter. Or comment les créanciers du Sud rembourseraient-ils leur dette et paieraient-elles leurs intérêts sinon en vendant plus et en achetant moins ?

Encore une de ces contradictions dont le libéralisme en vogue nous accable et dont le Président de la République a bien raison de dire qu'il est à bout de souffle.

Les termes de l'échange

Mais il y a plus grave, c'est la réduction presque continue des prix des produits de base (2) dont les pays du Sud tirent l'essentiel de leurs revenus. "... L'indice exprimé par le nombre 100 pour l'année 1957 n'a été dépassé que deux fois, en 1973 et 1974. Depuis, bien qu'il y ait eu des hauts et des bas, la tendance est à la baisse. En 1985, l'indice avait atteint le niveau le plus bas jamais enregistré : un sinistre 66..(3)." Dans un récent article du Monde (4) Eric Fottorino soutient que : "les denrées tropicales "trésor" des dirigeants africains ont fait leur temps...". Ce journaliste rappelle opportunément que le pari sur les matières premières est un héritage du passé colonial. Il estime que

"...la spéculation internationale n'est pour rien ou très peu dans la situation dramatique du marché...". Il admet néanmoins que l'irruption de la Malaisie comme nouveau producteur de cacao (5) a contribué à la forte diminution du prix de cette denrée, de même que la famine en Ethiopie a contraint ce pays à liquider son stock de café contribuant ainsi à l'effondrement des cours. Fottorino accuse les chefs des gouvernements africains "...d'avoir confié leur sort et celui de leurs peuples à quelques cotations fixées à Londres, New-York ou Paris... N'ont-ils pas aussi, eux aussi, des spéculateurs ?" ajoute-t-il en contradiction avec ce qu'il vient de soutenir ; ou alors veut-il dire que les spéculateurs noirs seraient plus immoraux que les spéculateurs blancs ? Sur un air à la mode, il conclut à l'esprit d'initiative et au goût d'entreprendre des Africains en vue de les inciter à diversifier leur production. Mais il se garde bien de conseiller une autre source de revenu : peut-être le pétrole mais il souffrirait vite de la "surproduction" ; ou alors, lui suggérerons-nous le coca

Abondance indésirable

C'est, qu'en effet, malgré les prévisions des catastrophistes dont notre ancien camarade René Dumont, la surproduction généralisée reste menaçante sur les marchés agricoles. Par rapport aux besoins solvables s'entend : le système capitaliste n'en connaît pas d'autres. C'est bien elle qui, selon la sempiternelle loi de l'offre et de la demande, fait baisser les prix sur le long terme.

Dans une étude détaillée, Alain Revel (6) soutient le pari "... que les maîtres-mots de la situation alimentaire mondiale durant la fin du 20^e siècle et le début du 21^e siècle seront de manière quasi-permanente excédents, technologies, négociations ... "

Si l'auteur n'était pas un expert indiscuté, nous serions probablement soupçonnés d'avoir inspiré une prévision si favorable à nos thèses et à contre-courant de la dramatisation faussement écologico-tiers-mondiste en honneur actuellement.

Alain Revel commence par dénoncer l'erreur de ceux qui en 1972-73 ont cru au déficit alimentaire permanent après le triplement des prix mondiaux des céréales et l'embargo sur les exportations de soja américain. De même pour ceux qui, en 1983, ont pensé à une surproduction momentanée lorsque les stocks mondiaux ont atteint des niveaux inhabituels. Les fermiers américains ont rapidement comblé le déficit de production de 1972-73 en remettant en culture sur deux ans : 23,6 M ha sur les 24,8 M ha qui étaient en jachère volontaire (!). L'auteur explique très bien que les alarmistes ayant fait entendre leur voix, en particulier lors des campagnes électorales, Ford doubla le prix de soutien du blé avant l'élection de 1976 et Carter fit décider une indexation automatique des prix de soutien en 1977. Les stocks étant reconstitués, Reagan mit en "réserves" 31 millions d'hectares au prix de 19 milliards de dollars et la tension commença entre les Etats-Unis et la CEE. En 1987, 22 M ha étaient encore exploités. Malgré cela, un triple record fut battu en 1986-87 pour la production mondiale de blé, de riz et de céréales secondaires et, même le Sahel connut des excédents considérables. La sécheresse de 1988-89 a fait baisser la production et les stocks mais la production américaine doit reprendre son niveau antérieur dès 1989-90 et les stocks augmenteront fin 1990. A. Revel cite J. Lebihan selon lequel "... Il est moins dramatique de gérer l'abondance que la pénurie..". Oui, ajouterons-nous, mais dans ce système économique, c'est beaucoup plus difficile.

Le progrès technique et ses répercussions

Nous nous référons toujours à Alain Revel qui donne une comparaison entre la productivité apparente du travail en France, en taux annuel moyen, pour l'ensemble de l'économie et l'agriculture. Tandis qu'entre 1959 et 1979, la productivité d'ensemble progressait de 5,5% et celle de l'agriculture de 7,8 % ; ces deux pourcentages étaient passés en 1986-87 respectivement à 3,3 et 8,4 %. La productivité agricole augmente donc 2,5 fois plus vite que la productivité générale ! et ce n'est pas terminé, car d'après l'auteur, l'innovation se poursuit dans trois domaines : l'organisation, le financement et les biotechnologies.

Nous citerons rapidement, en ce qui concerne

- l'organisation : une meilleure gestion, la communication plus facile grâce à l'automatique, les systèmes experts, la diminution des coûts grâce à l'automatique et la robotique, l'amélioration des prévisions météorologiques, etc...

- le financement : la banalisation internationale du crédit, la titrisation des dettes, les OPA sur l'agro-alimentaire, etc...

- les biotechnologies : l'auteur était sceptique à propos de l'émergence rapide du progrès dans ce domaine ; comment écrit-il produire de l'éthanol ou du méthanol alors que le prix du baril de pétrole varie entre 10 et 30 dollars ? Il reconnaît maintenant que la santé animale va beaucoup s'améliorer et la productivité s'accroître encore : dès 1990, grâce aux vaccins et à la somatotropine. Les variétés résistantes aux maladies seront en place dès l'an 2000, etc...

Notre expert cite le docteur William Porter (7) : "... Vous n'avez encore rien vu. L'agriculture sera profondément touchée au cœur pour la première fois depuis le néolithique.. " et de se poser la question : Faut-il opter pour le progrès en agriculture sachant qu'il entraînera une baisse naturelle des prix en valeur réelle ? C'est bien le problème en effet, mais n'est-il pas à la fois honteux, candide et inutile de se le demander ! Nous serons bien d'accord, par contre, pour éviter l'abandon du territoire rural et pour ne pas croire aux solutions illusives. Les nouveaux produits, comme le sucre de maïs, ne viendraient en effet qu'aggraver la commercialisation des sucres de canne ou de betterave.

Des orientations

Alain Revel ne voit notre salut que dans le dialogue : européen, atlantique et Nord-Sud et dans l'économie de marché. Pourtant il reconnaît que les restrictions de production décidées dans le cadre de la Politique Agricole commune et aux Etats-Unis sont devenues futiles à cause du contexte actuel.

Dans un chapitre intitulé "Les limites de la régulation par le marché", il écrit notamment : malgré les mesures déjà prises "... le retour périodique à une situation de surproduction mondiale semble inexorable .. L'économie de marché peut combler tous les besoins envisageables avec un délai de réaction de un à deux ans ... En revanche ce même système ne paraît pas capable de prévenir la constitution de stocks publics ou privés dont le coût devient rapidement insupportable et encore moins de résorber ces stocks lorsqu'ils sont constitués. En économie de marché, pour entraîner une diminution massive de production, il faudrait des baisses de prix tellement importantes qu'elles seraient jugées insupportables par la quasi-totalité des producteurs mondiaux à l'exception peut-être des 1 à 2 % des fermiers américains et canadiens qui disposent de plus de 500 hectares et d'une petite moitié des agriculteurs australiens...".

Ecrire cela et conclure à des solutions aussi usées et aussi inopérantes est vraiment incroyable.. Nous sommes bien devant un cas typique, un de plus, de frayeur à l'idée même de chercher à imaginer un autre système économique.

Pendant ce temps-là, 500 millions d'êtres humains, le dixième de la population mondiale, sont menacés quotidiennement de famine d'après la FAO. N'étant pas solvables, ils ne comptent pas.

Des réflexions

Mais revenons à Susan George qui est également une bonne spécialiste du problème de la faim qu'elle a étudié dans plusieurs livres précédents (8). Elle n'en bute pas moins, comme Alain Revel, sur l'incapacité à imaginer autre chose que l'économie de marché "libre" en fait dirigée par les grands financiers internationaux pour leur plus grand profit ; aussi bien en ce qui concerne la production, entravée, qu'en ce qui concerne la commercialisation d'où toute véritable concurrence est exclue. Elle donne en exemple le Président Alan Garcia du Pérou qui, c'est vrai, a fait quelques tentatives pour refuser de rembourser la dette de son pays et limiter les paiements d'intérêts puis d'éviter une partie des fonds ainsi récupérés pour financer des productions vivrières locales. Mais l'expérience

peruvienne est voué à l'échec en face des plans Baker et Brady, elle aurait eu néanmoins besoin de soutien. Le pays sombre dans la violence en raison des élections en cours. Quant aux autres moyens imaginés par Susan George, ils sont bien insuffisants. N'est-il pas irréaliste de prôner le retour au pays des capitaux mexicains et autres investis en dollars ou en francs suisses ? Il faudrait pour cela que les banquiers américains ou helvétiques découragent les déposants ... ce qui est une pure vue de l'esprit. Par contre, l'achat de biens ou de sociétés en contrepartie de l'apurement d'une part de la dette est possible. Néanmoins, il aboutit évidemment à la main mise des capitalistes occidentaux sur la substance des PVD.

Susan George nous paraît être tout de même sur la bonne voie : celle qui passe de la constatation des contradictions majeures du capitalisme à la recherche des formes possibles. Mais nous croyons que seul le passage à la monnaie distributive, d'abord dans l'un des pays avancés, ensuite dans d'autres, permettra une véritable libération du "marché" et la fin du calvaire des natifs de pays en voie de développement. Il y faudra beaucoup d'efforts, nous le savons. Tout dépend de la capacité que nous aurons à trouver l'aide du plus grand nombre. Rien n'est impossible à l'heure où les tabous tombent les uns après les autres...

- (1) "Jusqu'au cou" - Enquête sur la dette du tiers-monde, Editions la Découverte, 1988.
- (2) 30 produits, non compris l'or et le pétrole.
- (3) "Poor outlook for poor nations" The Economist 9 nov. 1985 cité dans (1).
- (4) "Afrique la chimère des matières premières" Le Monde, 20 mars 1990.
- (5) En moins de quinze ans, la production malaise est passée de 10.000 à 200.000 tonnes.
- (6) "L'évolution des marchés agricoles la menace d'une surproduction généralisée" d'après Economie rurale de mai-juin 1989 par Alain Revel, Directeur adjoint de l'Ecole Nationale du Génie Rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF) et ancien attaché agricole à Washington
- (7) Vice-Président de AGWAY, la plus grande coopérative d'approvisionnement des Etats-Unis.
- (8) dont trois traduits en français : "La faim dans le monde pour des butants", La Découverte 1983, "Les stratégies de la faim" Grounauer, Genève 1981 "Comment meurt l'autre moitié du monde ?" Robert Laffont 1978.